



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Siel Bleu

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Association Siel Bleu
42, rue de la Krutenau - 67000 Strasbourg

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Siel Bleu

42, rue de la Krutenau - 67000 Strasbourg

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association Siel Bleu,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Siel Bleu relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

L'association a émis des titres associatifs pour un montant de 4 M€ en date du 30 novembre 2022. Ce montant a été totalement souscrit. Initialement comptabilisés au 31 décembre 2022 en « emprunts obligataires et assimilés », ils ont fait l'objet d'un reclassement en « autres fonds propres » à la clôture des comptes 2023.

Nous considérons que les modalités de remboursement prévues dans le contrat d'émission ne permettent pas ce reclassement et que, conformément à l'article 331-5 du règlement ANC N° 2018-06, les titres auraient dû continuer à figurer en « emprunts obligataires et assimilés ».

La rubrique « Autres fonds propres – titres associatifs » est donc surévaluée de 4 M€ et la rubrique « emprunts obligataires et assimilés » est sous-évaluée à due concurrence.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note « Changement de présentation » de l'annexe des comptes annuels qui expose les changements de présentation des postes « titres associatifs », « concours publics et subventions d'exploitation », « contributions financières », « utilisation des fonds dédiés » et « reports en fonds dédiés » ;
- La note « Changement de méthode comptable » de l'annexe qui expose le changement de méthode relatif à la présentation dans l'annexe des comptes annuels d'un état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de



cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 19 juin 2024

KPMG S.A.

Patrick Zeimett
2024.06.19
10:01:56 +02'00'

Patrick ZEIMETT

Associé

Bilan Actif

	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	217 032	217 032		13 874
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	1 352 985	737 718	615 268	409 180
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	125 100		125 100	198 426
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	158 951	7 931	151 019	153 270
Constructions	1 021 326	344 853	676 473	730 591
Installations techniques, matériel et outillages industriels	558 328	526 140	32 188	10 806
Autres immobilisations corporelles	730 016	529 222	200 794	110 866
Immobilisations corporelles en cours	13 429		13 429	80 229
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	2 090 777	543 523	1 547 254	1 899 938
Autres titres immobilisés	52 003		52 003	51 499
Prêts				
Autres immobilisations financières	33 980		33 980	21 199
TOTAL I	6 353 926	2 906 419	3 447 508	3 679 877
Comptes de liaison				
II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	8 880 704	1 244 929	7 635 775	7 414 272
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	9 558 949		9 558 949	3 234 306
Valeurs mobilières de placement	108 987		108 987	106 860
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 930 404		5 930 404	8 054 601
Charges constatées d'avance	135 492		135 492	45 496
TOTAL III	24 614 535	1 244 929	23 369 607	18 855 536
Frais d'émission des emprunts				
IV				
Primes de remboursement des obligations				
V				
Ecart de conversion actif	-45		-45	-45
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	30 968 417	4 151 348	26 817 069	22 535 368

Bilan Passif

	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	1 521 596	1 315 721
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		-69 811
Excédent ou déficit de l'exercice	89 734	275 685
Situation nette	1 611 330	1 521 596
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	231 174	289 777
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 842 504	1 811 373
Autres fonds propres – Titres associatifs		
TOTAL II	4 000 000	
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	11 962 768	5 538 503
TOTAL III	11 962 768	5 538 503
PROVISIONS		
Provisions pour risques		14 000
Provisions pour charges		
TOTAL IV		14 000
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	12 728	4 005 493
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 982 717	6 536 157
Emprunts et dettes financières diverses	11 460	760 062
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	643 554	653 569
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 124 059	3 123 274
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	127 006	200
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	110 273	92 736
TOTAL V	9 011 797	15 171 492
Ecart de conversion passif		
TOTAL VI		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	26 817 069	22 535 368

Compte de résultat

	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	84 032	58 656
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	13 303	12 076
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	25 469 575	22 119 938
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 799 235	5 920 423
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	192 104	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	10 000	215 000
Contributions financières	6 930 456	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 004 283	914 223
Utilisations des fonds dédiés	5 428 352	
Autres produits	448	245 761
TOTAL I	43 931 788	29 486 076
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	-66 671	-123 809
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	8 066 381	7 431 655
Aides financières		750 000
Impôts, taxes et versements assimilés	1 689 809	1 503 582
Salaires et traitements	17 188 295	15 436 869
Charges sociales	2 993 304	2 749 777
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 647 731	1 287 405
Dotations aux provisions		8 500
Reports en fonds dédiés	11 852 615	
Autres charges	60 546	14 080
TOTAL II	43 432 011	29 058 058
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	499 777	428 019
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	42 330	9 817
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	42 330	9 817
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	357 523	186 000
Intérêts et charges assimilées	247 075	68 526
Différences négatives de change	95	70
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	604 693	254 596
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-562 363	-244 779
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-62 586	183 239

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	140 134	35 973
Sur opérations en capital	58 930	68 148
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	199 065	104 121
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	39 686	9 758
Sur opérations en capital	1 704	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	41 390	9 758
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	157 675	94 363
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
	5 355	1 917
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	44 173 182	29 600 014
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	44 083 448	29 324 329
EXCEDENT OU DEFICIT	89 734	275 685
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 26 817 069 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 89 734 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Objet :

L'association a pour objet le maintien et l'amélioration des capacités physiques, et plus globalement la promotion de la qualité de vie des publics fragilisés grâce à la prévention santé et au lien social. Depuis 1997, chaque semaine, les 700 chargés de prévention de l'Association Siel Bleu font bouger plus de 140 000 personnes fragilisées, qu'il s'agisse de personnes âgées, de personnes souffrant de maladies chroniques ou de personnes en situation de handicap et leurs aidants. Ainsi l'Association Siel Bleu utilise l'Activité Physique Adaptée avec pour objectifs la prévention santé et le bien-être des individus.

Nature et périmètre des activités / Moyens mis en oeuvre : Pour cela, elle utilise plusieurs outils de prévention santé à commencer par l'activité physique adaptée mais aussi des outils comme la diététique.

Ses moyens d'action sont :

Des activités collectives principalement au sein des structures ou dans des lieux externes mais aussi en distanciel :

Activité physique adaptée : Des cours d'éducation physique adaptés à chacun, des activités de détente

Diététique :

Programmes pluridisciplinaires : Des séjours thérapeutiques intégrant les précédentes pratiques mais aussifaisant intervenir d'autres professionnels comme des art-thérapeutes.

Le même type d'activité est proposé à domicile pour les personnes ne pouvant sortir de chez elles. L'objectif des séances à domicile est d'améliorer l'autonomie de ces personnes afin qu'elles puissent rejoindre un cours collectif.

L'Association Siel Bleu développe également des programmes de formation et des conférences en direction des proches aidants.

L'Association Siel Bleu agit sur tout le territoire français.

Mesures sociales :

Amélioration de la santé et de l'autonomie des personnes fragiles : Siel Bleu accompagne chaque semaine près des 140 000 personnes vers une meilleure santé physique, sociale et mentale. Siel Bleu améliore durablement la santé individuelle et la santé publique. Ses activités permettent par exemple de réduire de 30 à 50% le risque de rechute suite à un cancer du sein ou encore d'éviter 1/3 des chutes de personnes âgées en maison de retraite.

Création d'emploi local et durable : L'association oeuvre pour le développement et la promotion de l'emploi sportif. Elle s'engage à créer de l'emploi non précaire sur tout le territoire en privilégiant au maximum l'emploi en CDI. Elle se bat pour l'égalité des genres : en 2019, le score de l'index Egapro de Siel bleu était de 95/100.

Accessibilité géographique de la prévention santé : L'association s'engage à tout mettre en oeuvre pour répondre aux besoins des personnes quelque soient leurs lieux de vie en adaptant ses programmes (activités à domicile, en établissement d'accueil, .) et en renforçant son maillage territorial dans tous les lieux isolés (quartier politique de la ville, déserts médicaux, .). Siel Bleu est aujourd'hui présente dans tous les départements français.

Améliorer la santé environnementale : Siel Bleu promeut les pratiques de mobilités douces et actives grâce à des programmes de sensibilisation auprès de ses bénéficiaires. Elle s'engage sur des pratiques et achats responsables. Par exemple, tous les professionnels sont équipés de voitures hybrides.

Modes de financement

Siel Bleu propose un bouquet de services dans le domaine de la prévention santé. L'ambition principale de Siel Bleu est de rendre ses programmes accessibles à tous et partout. Pour cela, le modèle économique de Siel Bleu est hybride pour réduire au maximum le reste à charge pour les personnes. Il repose sur :

Les « ventes » d'interventions qui peuvent être :

- Financées directement par les particuliers bénéficiaires ou structures bénéficiaires de nos activités (EHPADs, foyers de vie, associations, .) ;

- Prise en charge dans le cadre de programmes spécifiques par les financeurs de la santé (groupes de protection sociale, Institutions de Retraite et Prévoyance);

- Financées dans le cadre de subventions publiques ou privées dédiées à la mise en place d'un projet particulier (Publiques : Agences régionales de Santé, CARSAT, conférences des financeurs, collectivités, ./ Privées : fondations, entreprises mécènes, .)

Les subventions d'exploitation et les aides à l'emploi

Les subventions publiques et privées dédiées au fonctionnement et la R&D:

- Les subventions globales qui financent le projet social de Siel Bleu et permettent entre autre de pouvoir accompagner les publics en grande précarité sociale et financière,

- Les aides à l'essaimage qui compensent les déficits liés au démarrage des nouvelles antennes françaises et internationales.

- Les financements de programmes de R&D : Ces subventions financent donc majoritairement une partie du salaire et des frais des salariés travaillant à l'ingénierie de nouveaux projets et leur évaluation d'impact.